

Pour les Propriétaires
qui ont des maisons à louer,
"La Patrie" sera d'un grand
service. Tous les bons loca-
taires lisent notre journal.

La Patrie

A tous qui vont Déménager
et qui sont en recherche d'un
logement de première classe,
"La Patrie" offre ses services.
Une annonce dans ses colonnes
leur épargnera les
peines et des démarches

20^e ANNEE—N^o 306—HUIT PAGES

MONTRÉAL, JEUDI, 23 FEVRIER 1899

LE NUMERO: UN

A la mémoire de M. Félix Faure

Service Solennel chanté à Notre-Dame ce matin—Toute la colonie
française, les représentants consulaires des pays étran-
gers, les personnalités les plus éminentes de
la province assistent à la céré-
monie funèbre

ELOQUENTE ALLOCUTION DE MGR L'ARCHEVEQUE DE MONTREAL

Les funérailles de M. Faure à Paris—Grandiose cérémonie—Composition du
cortège funèbre—La foule acclame l'armée et salue M. Loubet

landais, P. S. S., directeur du Petit
Séminaire; le Père Supérieur des
Oblats; M. Ercement, curé de St-Jac-
ques; M. S. S., les curés Lavoie, d'Al-
fred Godin, de Vaudreuil, Beaudoin,
de Sault-aux-Recollets; le curé Adau
du Sacré-Coeur, monsieur l'abbé
Oscar Gauthier, le Père Bichet,
supérieur des Pères du Saint-Sacre-
ment; le Père Turgeon, recteur des
Jésuites; M. Décar, curé de St-Hen-
ri; M. J. U. Leclerc, curé de St-Jo-

seph; M. Chs Larocque, curé de St-
Louis; le Père Legault, supérieur des
Oblats; M. Ercement, curé de St-Jac-
ques; M. S. S., les curés Lavoie, d'Al-
fred Godin, de Vaudreuil, Beaudoin,
de Sault-aux-Recollets; le curé Adau
du Sacré-Coeur, monsieur l'abbé
Oscar Gauthier, le Père Bichet,
supérieur des Pères du Saint-Sacre-
ment; le Père Turgeon, recteur des
Jésuites; M. Décar, curé de St-Hen-
ri; M. J. U. Leclerc, curé de St-Jo-

seph; M. Chs Larocque, curé de St-
Louis; le Père Legault, supérieur des
Oblats; M. Ercement, curé de St-Jac-
ques; M. S. S., les curés Lavoie, d'Al-
fred Godin, de Vaudreuil, Beaudoin,
de Sault-aux-Recollets; le curé Adau
du Sacré-Coeur, monsieur l'abbé
Oscar Gauthier, le Père Bichet,
supérieur des Pères du Saint-Sacre-
ment; le Père Turgeon, recteur des
Jésuites; M. Décar, curé de St-Hen-
ri; M. J. U. Leclerc, curé de St-Jo-

s'envolait vers la voûte du temple
où était suspendue une énorme cou-
ronne aux couleurs noir et argent. De
larges banderoles couraient le long
des jubés portant les inscriptions mor-
tuaires de "Requiescat in pace" et
"Domine dona ei requiem" et de cha-
que côté de l'allée centrale se tenaient
en grande tenue de parade un
corps de cinquante hommes de police
commandés par le capitaine Bellefleur,
les lieutenants Bourgeois et Hébert et
un corps de vingt pompiers sous le
commandement du sous-chef Dubois.

Avant l'absoute Sa Grandeur a pro-
noncé de son trône une courte allocu-
tion que nous sommes heureux de re-
produire.

ALLOCATION DE MGR BRUCHESI
Mes bien chers Frères,
L'imposante cérémonie funèbre qui
nous réunit ici, sur l'invitation du
digne représentant de la France au
Canada, réclame, il me semble, un
mot de ma part.

c'était la mort d'un homme, terrible,
mais accompagnée de cette douce bé-
nédiction de l'Eglise, sans laquelle
nos cœurs s'affligeraient de voir dis-
paraître ceux que nous aimons. Et
des détails si touchants que l'épé-
graphe nous transmettait hier, res-
sort à nos yeux l'affirmation du
sentiment chrétien et catholique de la
France.

Où, Dieu est avec elle, et elle, au
milieu des épreuves qui l'atteignent,
dit au monde qu'elle a besoin de
Dieu.
Après du chef d'Etat agonisant, je
ne puis contempler sans émotion cette
femme forte, cette épouse pieuse
qui, dans son immense douleur, son-
geait à l'âme de son mari, comman-
de qu'on aille en toute hâte, à qua-
tre endroits différents chercher un
prêtre. J'aime entendre le médecin
quand il voit la vie du président lui
échapper, malgré l'opiniâtre effort de
la science: "Nous avons fait tout ce
que nous avons pu, cédonz mainte-
nant notre place à la religion." Et
mon attendrissement se continue
quand j'aperçois les ministres recueillis,
à genoux, joignant leurs prières
aux prières de la famille en pleurs,
parce que tout cela, me dit qu'un
cœur de notre mère-patrie la France
est toujours vivante. Lorsque, en effet,
va se clore l'existence de son pre-
mier citoyen, la voilà qui proclame
sa croyance à la vie future, à l'effi-
cacité de la prière, à la puissance
surnaturelle du sacerdoce. C'est une
leçon donnée à l'univers.

Mes Frères, à l'heure où je parle,
les funérailles de M. Félix Faure ne
sont peut-être pas encore terminées
à Paris. Son cercueil a paru sous les
voûtes de Notre-Dame en présence
des autorités, au milieu d'une foule
nombreuse qui représentait la nation
entière, ont retenti les chants subli-
mes de l'Eglise. Les divisions et les
lutes pouvaient se trouver au de-
hors; dans la vieille cathédrale c'é-
tait l'union parfaite des esprits et
des cœurs, sous la même impression
du néant de la vie et dans le même
espoir de l'immortalité.

Notre-Dame de Montréal chante et
pleure, elle aussi, avec Notre-Dame
de Paris, fille toujours fidèle à sa mère,
dans les jours de deuil comme dans
les jours de triomphe et de gloire.
"Requiem aeternam dona ei Domine"
Où, Seigneur, donnez au chef de la
France que vous venez d'appeler sou-
dainement à vous, l'éternel repos, et
de la France elle-même ayez pitié.

Continuez-lui votre protection mi-
séricordieuse et tendre. Quoiqu'il ar-
rive et quoiqu'on puisse dire, vous sa-
vez bien qu'elle vous aime toujours,
qu'elle travaille et souffre pour
vous. Et vive à jamais le Christ qui
aime la France!

APRES LE SERVICE
A onze heures et demie, ce matin,
la Place d'Armes présentait le coup
d'oeil le plus animé. Par cette mati-
née radieuse et un peu froide, qu'on
peut appeler une matinée de prin-
temps, une foule énorme se pressait
aux abords du vaste temple. De su-
perbes équipages stationnaient aux portes
de l'église.

D'abord tous les hauts personnages
sortirent les premiers et leurs costu-
mes aux riches couleurs tout gais
d'or et d'argent faisaient le plus bel
effet au sein de la multitude aux som-
bres couleurs. M. Kleczkowski, consul
général de France, se tenait sur le
seuil du temple, distribuant
de tous côtés de chaleureu-
ses poignées de main. Enfin,
les portes du temple sacré ne pou-
vaient suffire pour laisser s'écouler la
foule immense qui était accourue des
quatre coins de la ville pour aller
payer un juste tribut d'estime et
d'hommage au citoyen éminent qui
vient de disparaître.

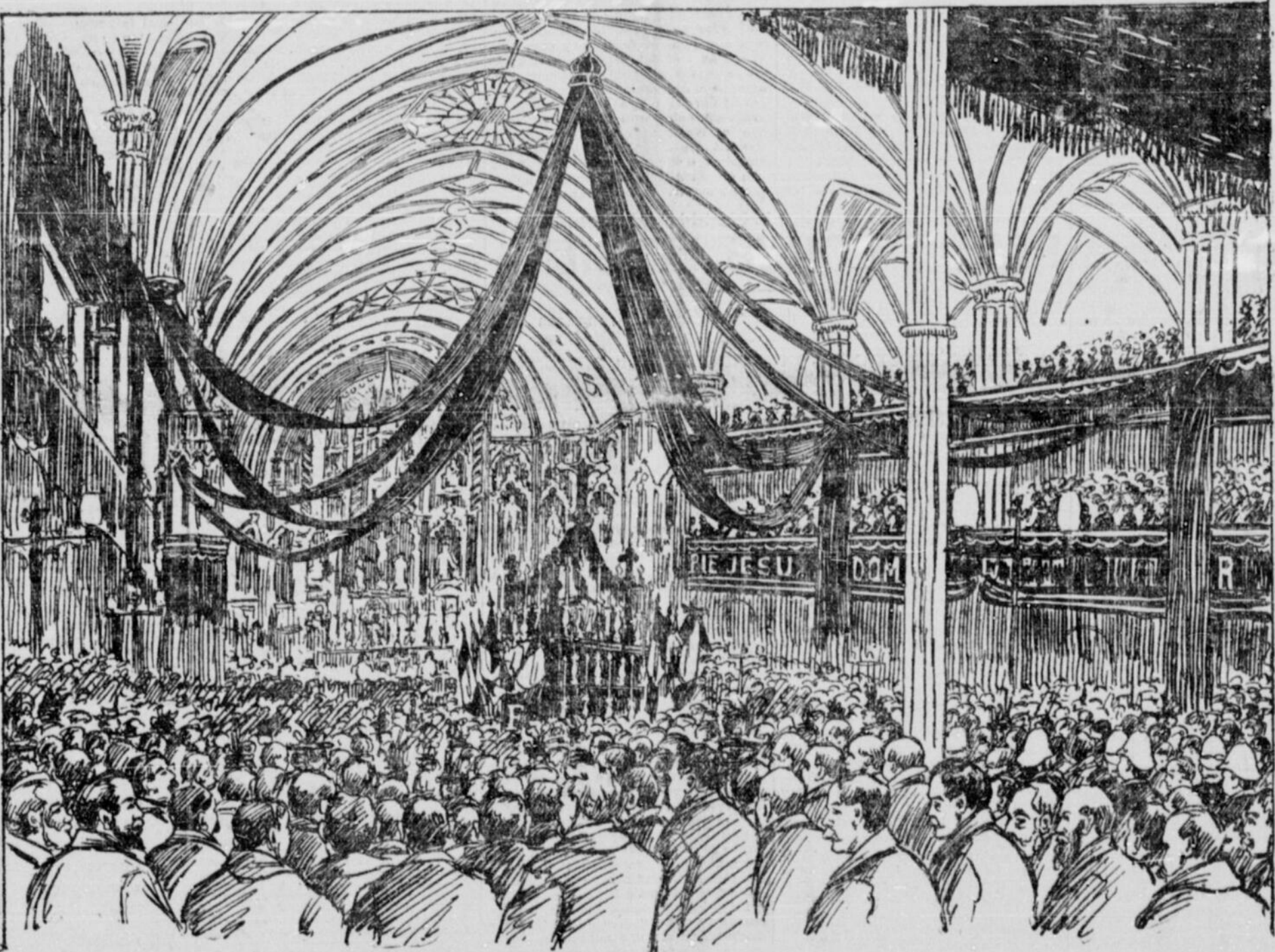
Tous les citoyens de Montréal ont
pris une part très vive au grand deuil
où la France est plongée. Les institu-
tions financières, les maisons de com-
merce et plusieurs résidences privées
sur le parcours du cortège funèbre
étaient décorées d'ornements de deuil.

DES ESPERES
Un jeune homme se coupe la
gorge
A St-Louis du Mile-End

Mardi dernier, à 10 heures du soir,
un citoyen du Mile-End trouva gisant
sur le trottoir, un jeune homme qui
venait de tenter de s'ôter la vie, en
se coupant la gorge avec un couteau
de poche. Le citoyen crut tout d'a-
bord que le malheureux avait cessé
de vivre, car une pâleur cadavérique
couvrait son visage. Cependant il
constata peu après que le cœur bat-
tait encore. Il transporta aussitôt
le jeune homme chez le médecin le
plus proche qui fit les premiers pan-
sements et lui prodigua tous les
soins que nécessitait son état. Le
jeune homme qui appartenait à une
de nos bonnes familles, a été ensuite
transporté à la résidence de son frè-
re. Le chef de police Clément a été
averti. Le jeune homme est marié et
sa femme est gravement malade.

LE LAKE ONTARIO
Le Lake Ontario est parti ce matin
avec 12 passagers de première et 253
passagers d'entrepont. Le gouverneur de
Trenton et sa suite sont à bord.

VICTIME DE LA VARIOLE
Cornwall, Ont., 23.—Mme W. Barkley,
de Farnham Point, a succombé hier soir à
la variole. Elle était âgée de 65 ans.
C'est le second décès qui se produit dans
la famille Barkley. Il y a encore huit cas
de variole à l'hôtel Whiting.



Aspect que présentait l'intérieur de Notre-Dame durant la cérémonie funèbre de ce matin. D'après une photographie de
J. A. Dumas, coin Vitre et St-Laurent

Ils se battent en désespérés

Après avoir incendié Manille, les insurgés philippins s'attaquent
aux troupes américaines

PLUSIEURS ENGAGEMENTS MEURTRIERS

Manille, 23, 9.10 h. p. m. — Des
dommages considérables ont été cau-
sés par les incendies que l'on croit
avoir été allumés par les insurgés
dans différents quartiers de la ville.
hier soir. On accuse les insurgés
d'avoir détruit en partie les pompes
et appareils à incendie. Il y a eu
des bagarres dans les rues durant la
nuit, mais les soldats américains ont
pu disperser les émeutiers. Plusieurs
des derniers ont été tués. De leur
côté, les Américains comptent quel-
ques blessés.

L'incendie s'est déclaré d'abord au

Marché principal de la ville. Plus de

600 maisons et bureaux d'affaires

ont été détruits par le feu. La popu-
lation encombrant les rues, ce qui

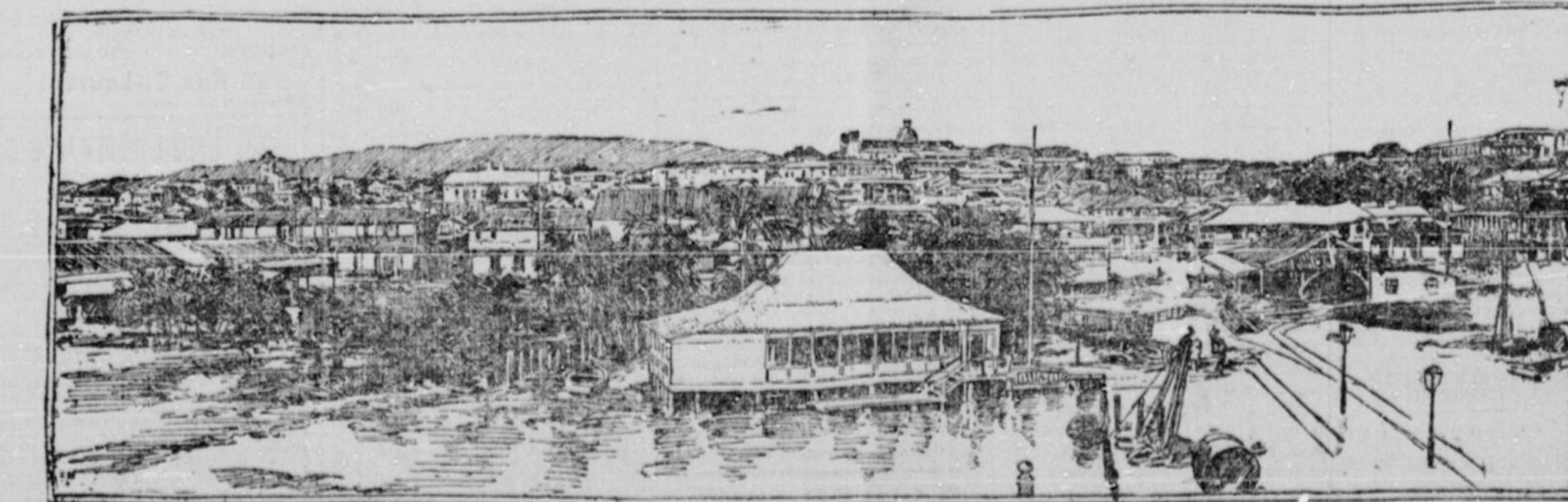
"Monadnock" a lancé plusieurs bom-
bes parmi ces troupes.

Jusqu'à présent les portes des Amé-
ricains sont un tué et dix blessés.

A 11 heures, nouveaux engagements
au cimetière chinois et à San Pedro
Mancini. Le feu des batteries a chas-
sé les insurgés.

Des murailles de la ville on aper-
çoit les incendies allumés sur une
douzaine de points différents aux en-
viron de la ville. On rapporte que
les insurgés menaient d'incendier Es-
colata, ce soir.

Un grand nombre de rebelles ont
été arrêtés dans le district de Tondo.



rendait presque impossible le service
de la patrouille.

Au lever du soleil, ce matin, l'en-
nemi a essayé de rompre la ligne gau-

che de l'armée américaine, près de
Calocan, mais il a dû battre en re-
traite sous le feu de l'artillerie de dé-
fense.

En même temps, et sans plus de
succès, des troupes peu nombreuses
d'insurgés s'avancèrent vers la ville
et les avant-postes. Le monitor

On a capturé dans une seule maison
60 insurgés et des accoutrements et
munitions de guerre.

Les affaires sont pratiquement sus-
pendues pour le moment.

La Patrie

MONTREAL, 23 FEV. 1899

UNE ACCUSATION FUTILE

Sir Charles Tupper est évidemment dévoré de la démangeaison de parler — de parler partout — mais en particulier aux gazettes.

Il était à Toronto, avant-hier, et il a fait part aux journalistes de ses vues sur les négociations de Washington.

Nous ne les discuterons point, aujourd'hui; elles sont la répétition de ce qu'il a dit à Huron-Ouest. Seulement, nous voulons appeler l'attention du pays sur la manière de discuter des Etats-Unis. Après avoir dit que les Etats-Unis devraient accepter un arbitrage, au sujet de la frontière internationale du Yukon, il ajoute:

"En parlant de ce sujet, je dois reprocher au ministre de l'Intérieur la grosse bêtise qu'il vient de faire en faisant imprimer à Chicago une carte dans laquelle il adopte le point de vue des Etats-Unis quant à la frontière de l'Alaska. Deux cent mille copies ont été ainsi imprimées et distribuées. Je comprends que les plus grands efforts vont être faits pour retirer ces cartes de la circulation et les détruire. Cependant, il n'est pas sage de donner à nos adversaires une arme qui constitue une admission écrite que leurs prétentions sont correctes et que les nôtres ne le sont pas. A part ce faux-pas, je ne vois aucune difficulté insurmontable dans la question des frontières de l'Alaska, si les parties désirent sérieusement en venir à un arrangement."

Voici une accusation des plus sérieuses.

Sir Charles Tupper déclare, sous sa responsabilité, que le ministre de l'Intérieur a publié une carte, dans laquelle il admet implicitement que les Etats-Unis ont raison, contre nous.

Or, il n'y a qu'à référer à la dernière page de l'Atlas Descriptif publié par le département de l'Intérieur pour se convaincre en une seconde de la fausseté de l'argument de Sir Charles Tupper. En effet, à cette dernière page, se trouve ce qui suit:

"La question de la frontière entre le Canada et l'Alaska n'est pas encore décidée. Les lignes frontalières, telles qu'elles apparaissent sur ces cartes, sont celles qui sont réclamées par les Etats-Unis."

Rien n'est plus clair, n'est-ce pas?

Le gouvernement canadien, le ministre de l'Intérieur, ont purement et simplement, sur les cartes dont il s'agit, laissé dans leur état actuel la frontière du territoire aujourd'hui en possession des Etats-Unis — tout en réservant, par la note que nous venons de citer, dans leur intérêt, les droits et les réclamations du Canada.

C'est ainsi que Sir Charles Tupper fait de la politique.

Il n'est pas étonnant que l'électorat refuse de prendre au sérieux ses déclarations, ses entrevues et ses interminables discours.

L'AJOURNEMENT DES NEGOCIATIONS

L'ajournement des négociations de Washington est une excellente chose, vu l'état d'esprit des Américains.

Le travail considérable fait par la commission internationale depuis six mois n'est cependant pas perdu; au contraire, la présence de M. Laurier et de ses collègues à Washington, les relations qu'ils se sont créées, les études poursuivies en commun avec les délégués américains, l'œuvre de rapprochement qu'ils ont accomplie, permettront aux Américains désormais de mieux nous connaître et nous apprécier, et de voir les choses et les hommes du Canada sous un angle plus juste.

Sir Wilfrid Laurier, sir Richard Cartwright, sir Louis Davies et M. Charlton ont été désignés comme commissaires et envoyés à Québec aussi bien qu'à Washington dans le but exprès d'arrêter un traité; ils n'ont pu pousser leur mission jusqu'à son fin, car il leur aurait fallu sacrifier l'intérêt national.

Nos délégués sont revenus conscients d'avoir rempli leur devoir et de n'avoir pas laissé un lambeau de nos droits à Washington; ils n'ont pas voulu faire un traité Ashburton et ils ont eu raison.

En écartant sur le chapitre de nos réclamations au Yukon, M. Laurier aurait très probablement pu avoir un règlement avantageux des autres articles du protocole, mais nous avons été sacrifiés une fois de plus à l'Alaska lorsque le gouvernement de sir John Macdonald échangea notre droit de propriété indivise avec la Russie sur la rivière Stikine contre un pauvre privilège de tolérance pour fins commerciales seulement, accordé par les Etats-Unis; et c'était assez.

Vous savez, sans doute, que, par le traité de 1825, le Canada avait le droit de naviguer librement et sans entrave quelconque sur la Stikine, concurrentement avec la Russie et que nous l'avons plus.

M. Laurier et ses collègues ont défendu nos intérêts avec une admirable fermeté et il faut leur en savoir gré.

L'hon. M. Hardy, interrogé hier par un rédacteur du "Globe", a déclaré ce qui suit: "Quelque regrette qu'on n'ait pu dresser un traité qui aurait réglé toutes les questions irritantes qui divisent les Etats-Unis et le Canada, cependant, je dois déclarer que je préfère voir la conférence ajournée qu'apprendre que les commissaires canadiens aient capitulé sur la question de l'Alaska."

C'est là le sentiment de tous les hommes bien pensants et ce sentiment correspond véritablement à nos grands intérêts publics.

L'hon. M. G. W. Ross a exprimé la même pensée en même temps que son admiration pour l'attitude correcte et patriotique de nos commissaires.

L'attitude partielle et agressive de certains journaux torontois contre M. Laurier et ses collègues qui n'ont commis d'autre faute que de faire strictement leur devoir répugne à tous les esprits droits et elle a été répudiée hier dans le "Herald" par un vieux conservateur.

SIR CHARLES TUPPER PARLE ENCORE

Sir Charles Tupper a assisté à un concert de fumeurs toro, à Toronto, hier.

Sir Charles Tupper fume et parle — parle surtout, comme on le sait.

Il a dit qu'à son avis, le Canada devrait adopter une politique de représailles à l'égard des Etats-Unis.

Il est étonnant qu'un homme comme Sir Charles Tupper s'exprime avec une telle légèreté sur des questions d'une si haute importance.

Le Canada serait-il appuyé par l'Angleterre, en ce moment, si l'entente dans une politique de violence d'intimidation contre les Etats-Unis?

Il suffit de poser cette question pour que la réponse vienne à l'esprit de tout homme éclairé.

Et les Etats-Unis eux-mêmes ne seraient-ils pas assez puissants pour nous créer les embarras les plus sérieux?

Par exemple, supposons qu'ils nous ferment, demain, l'entrée du Yukon, par des mesures douanières vexatoires.

Ils en ont le pouvoir, depuis que le Sénat et le parti toro ont empêché la construction d'un chemin de fer sur le territoire canadien.

Nous! Il importe de maintenir intacts nos droits. Mais il importe, au moins également, pour le Canada de ne se jeter dans aucune aventure.

LES TAXES DEPUIS 1867

Le tableau suivant qu'on peut trouver à la page 30 des Comptes publics de 1898, donne un état des taxes prélevées par le gouvernement d'Ontario depuis 1867:

Année	Taxes.
1867-68	\$11,700,681 08
1868-69	11,112,573 01
1869-70	13,087,882 67
1870-71	16,320,368 70
1871-72	17,715,552 04
1872-73	17,616,554 78
1873-74	20,129,185 17
1874-75	20,664,878 66
1875-76	18,614,415 02
1876-77	17,097,924 82
1877-78	17,841,938 19
1878-79	18,476,613 35
1879-80	18,479,576 44
1880-81	23,942,138 95
1881-82	27,549,046 45
1882-83	29,269,698 81
1883-84	25,484,199 19
1884-85	25,384,329 32
1885-86	25,226,456 21
1886-87	26,687,001 98
1887-88	28,177,418 18
1888-89	30,613,522 51
1889-90	31,587,071 73
1890-91	30,314,151 15
1891-92	28,446,157 31
1892-93	29,321,367 42
1893-94	27,579,293 76
1894-95	25,446,198 71
1895-96	27,759,285 42
1896-97	28,468,626 11
1897-98	29,576,455 64

On ne remarquera pas sans surprise que dès 1882, les taxes ont prélevé autant de taxes qu'en 1898 et qu'il y a neuf et dix ans le chiffre des taxes du dernier exercice a été dépassé.

Les impôts ont rapporté en 1897-98, \$29,576,455 64, avec un tarif réduit; mais c'est l'augmentation du volume de notre commerce de plus de cinquante millions de piastres qui nous a valu de ne pas voir diminuer cette source de revenus.

En 1898, avec un commerce totalisé de \$103,050,100, le peuple a payé \$30,613,522 de taxes.

En 1897-98, avec un volume de commerce monté à \$304,091,720, les taxes ne se sont élevées qu'à \$29,576,455 64.

Cette comparaison de chiffres suffit pour faire comprendre quelles importantes réductions le gouvernement a faites dans le tarif.

Ceux qui prétendent que nous sommes plus taxés aujourd'hui que sous le régime tory mentent donc effrontément.

Le tableau plus haut cité est une condamnation à laquelle Sir Charles Tupper et son parti ne peuvent échapper.

DITES DONC LA VERITE!

La "Gazette" de Montréal, publiant hier matin, un état de la population dans Huron-Ouest.

La "Gazette" prétend, par le tableau qu'elle met sous les yeux de ses lecteurs, donner un état comparatif de la population en 1896 et en 1899.

En 1893, M. McLean, qui vient d'être défait, était l'adversaire de M. Cameron. Aussi la "Gazette" tire-t-elle les déductions suivantes:

"Maj. Cameron sur McLean, en 1896, 317."

"Maj. Holmes sur McLean, en 1899, 119."

Ceci pour démontrer que la majorité libérale est moins considérable, cette année, qu'elle l'a été en 1896.

Or, en 1896, il y avait trois candidats à la "Gazette" ne le savait l'ignorer. Et à l'égard de ses lecteurs, comme elle le fait, n'est pas précisément une preuve de bonne foi.

Le nombre total de votes obtenu par M. Cameron, en 1896, a été de 1837.

M. McLean en avait reçu 1520 et M. Kilty, 725.

En d'autres termes, M. Cameron

avait reçu 403 votes de moins que ses deux adversaires réunis.

Nous n'avons aucune objection à laisser aux toros la consolation de se réjouir aussi souvent que cela leur conviendra de victoires morales du genre de celle qu'ils viennent de remporter à Huron-Ouest.

Elle est un complément de cette autre victoire que viennent de gagner M. Foster et Sir Charles Tupper au Nouveau-Brunswick.

L'ECRASUREMENT DE M. FOSTER

La lutte au Nouveau-Brunswick dans les comités que prétend diriger M. Foster — Kent, Westmoreland, Albert, King's, St-Jen, ville et comté; Queen's, Sunbury, York, Carleton et Charlotte — s'est faite pour ainsi dire exclusivement sur le terrain fédéral. C'est M. Foster qui a amené ses adversaires sur ce terrain, c'est lui qui a provoqué M. Blair et le ministre des chemins de fer et canaux s'est empressé de relever le gant pour prouver au pays que le peuple était fatigué, dégoûté des hommes, des méthodes et de la politique qui constituent le parti tory. Le parti est annihilé au Nouveau-Brunswick et, demain, dans une élection fédérale, nos adversaires pourraient à peine y faire écho quelques partisans. M. Foster y serait battu à plates coutures, dans tous les cas.

Au cours d'une entrevue avec le "Globe", l'hon. M. Blair a rendu hommage au rôle important joué par l'hon. M. Costigan au Nouveau-Brunswick dans la campagne qui vient de finir si désastreusement pour le parti tory et à l'appui que lui ont donné quelques députés conservateurs des Communes: M. Blanchard, de Gloucester; M. Robinson, de Northumberland; et M. McAllister, de Restigouche.

Mais maintenant ces hommes-là marcheront difficilement sous M. Foster, quand ils ont contribué à l'humilier et à le déconsidérer politiquement.

D'après le "World" de Toronto, la majorité de M. Holmes, à Huron-Ouest, est de 149 voix.

L'hon. M. J. D. A. Cameron, procureur-général du Manitoba, est malade en ce moment à Toronto. Cela aura pour effet de retarder la date de la session à Winnipeg.

Le comité de législation a adopté hier le projet de loi de l'hon. Ch. Langelier, qui soumet au jury les procès en diffamation quand la somme de dommages s'élève à cent piastres.

Voilà donc un bon pas fait en faveur de la presse et nous devons en être reconnaissants au vaillant député de Lévis.

Nous accusons réception d'un opuscule intitulé "Fêtes et corvées" par L. P. Lemay, éditeur, P. G. Roy.

C'est un bon livre à lire, car il nous fait connaître les fêtes et les corvées de nos ancêtres, ce qui n'est pas sans intérêt.

Le talent de M. Lemay lui permettrait bien d'assumer cette tâche et l'on peut être sûr qu'il a réussi.

M. Ernest Lavigne, après avoir en avec Sir Charles Tupper une conversation sur les rapports anglo-français, au cours de laquelle cet homme politique anglais lui avait énuméré tous les griefs de son pays contre le nôtre, a eu l'heureuse idée de répondre à son interlocuteur par une lettre ouverte que publie le dernier numéro de la "Revue de Paris". Nous tenons pour très avantageux un tel échange de vues entre les hommes avant l'au-

torité et la notoriété de M. Lavigne et de Sir Charles Tupper. Les gouvernements sont tenus à trop de réserve pour pouvoir s'expliquer, d'une manière franche et complète sur tous les différends qui les séparent. La presse, de son côté, s'acquiesce souvent fort mal de cette tâche. Un grand nombre de journaux, aussi bien d'un côté que de l'autre, tiennent malheureusement un langage haineux qui ne fait qu'envenimer les préjugés réciproques; quelques-uns aussi, ils sont trop imparfaitement renseignés sur les faits eux-mêmes pour pouvoir en parler en connaissance de cause. Tout autre est une explication telle que celle que vient d'avoir lieu entre Sir Charles Tupper et M. Lavigne. Elle peut être la base d'une franche, profondément documentée et exempte de tout hargneux des polémiques de presse.

BRUIT DE REMANIEMENTS MINISTRIELS A TORONTO

Détaché de la correspondance parlementaire du "Temps":

"On parle toujours de la retraite plus ou moins prochaine de l'honorable M. Hart, député de Kingston, et ministre des Travaux Publics, qui, on le sait, ne jouit pas d'une santé très forte. On désigne comme son successeur, M. l'avocat H. J. Cloran, de Hawkesbury, comté de Prescott. On croit que M. Cloran ferait un excellent représentant de l'élément catholique et que son entrée dans le cabinet d'Ontario, serait bien vue par toute la population. M. Cloran, dit-on, a du talent, du feu et de l'éloquence. Il s'exprime aussi très bien en français. On sait que M. Cloran a pratiqué comme avocat à Montréal et qu'il a pris part à plus d'une lutte électorale dans la province de Québec. On dit que deux comités se sont constitués pour lui offrir le poste de ministre des Travaux Publics: le comité de South Renfrew et celui de Nipissing, dont les titulaires actuels, MM. Robert Campbell et John Loughrin, seront bientôt nommés régulateurs."

AVIS AUX BOULANGERS

La distillerie de Berthier est maintenant en état de livrer tous les jours à domicile, une levure composée (Compressed yeast) supérieure à tout ce qui a été vendu à Montréal jusqu'à ce jour. Comme nous n'avons pas le temps de voir tous les boulangers en un jour, nous nous ferons un plaisir d'en envoyer gratuitement à tous ceux qui en feront la demande. The M. J. Spirits Distillery Co. Limited, 335 St-Paul, Montréal.

LETTRE DE QUEBEC

Parlement, Tribune des Journalistes, Le 22 février 1899.

"Ah! parlez-nous de cela, s'écrie avec enthousiasme le "Courrier du Canada" de ce soir. Il y avait de la vie à la Chambre hier soir."

Oui, en effet, en y a beaucoup. L'opposition s'est donnée en spectacle dans une façon qui aurait pu avoir un certain succès sur un théâtre de vaudeville, mais qui était indigne d'une assemblée délibérante.

"C'est l'hon. M. Leblanc, ajoute le "Courrier du Canada", qui a ouvert la danse avec un sarcasme superbe."

Oui, il paraît que c'est lui à qui avait été dévolu, au caucus de la gauche, tenu quelques heures auparavant, le premier rôle dans cette farce.

Rarement on n'a vu fumaine se disloquer avec un entrain aussi endiablé, et il a eu un tel succès de fou rire que le lourd député de Terrebonne, piqué de jalousie, s'est aussi jeté dans la danse pour lui disputer la palme.

Il faut rendre à celui-ci cette justice que certains de ses mouvements ont été réellement déplorables, mais il lui manquait le cachet d'originalité et d'agacant dévergondage de son rival, et il n'a pu l'égaler.

Il est heureux tout de même que cette farce ait été jouée tard dans la nuit et devant un petit nombre de spectateurs dans les tribunes publiques, car elle a laissé une bien pauvre idée de la manière dont certains mandataires du peuple comprennent leur rôle.

LETTRE DE QUEBEC

Parlement, Tribune des Journalistes, Le 22 février 1899.

"Ah! parlez-nous de cela, s'écrie avec enthousiasme le "Courrier du Canada" de ce soir. Il y avait de la vie à la Chambre hier soir."

Oui, en effet, en y a beaucoup. L'opposition s'est donnée en spectacle dans une façon qui aurait pu avoir un certain succès sur un théâtre de vaudeville, mais qui était indigne d'une assemblée délibérante.

"C'est l'hon. M. Leblanc, ajoute le "Courrier du Canada", qui a ouvert la danse avec un sarcasme superbe."

Oui, il paraît que c'est lui à qui avait été dévolu, au caucus de la gauche, tenu quelques heures auparavant, le premier rôle dans cette farce.

Rarement on n'a vu fumaine se disloquer avec un entrain aussi endiablé, et il a eu un tel succès de fou rire que le lourd député de Terrebonne, piqué de jalousie, s'est aussi jeté dans la danse pour lui disputer la palme.

Il faut rendre à celui-ci cette justice que certains de ses mouvements ont été réellement déplorables, mais il lui manquait le cachet d'originalité et d'agacant dévergondage de son rival, et il n'a pu l'égaler.

Il est heureux tout de même que cette farce ait été jouée tard dans la nuit et devant un petit nombre de spectateurs dans les tribunes publiques, car elle a laissé une bien pauvre idée de la manière dont certains mandataires du peuple comprennent leur rôle.

J'ai déjà parlé dans une précédente chronique, de la colossale bêtise avec laquelle M. le député de Laval s'est couvert de ridicule, même aux yeux de ses propres amis, relativement au bill de M. le député de Mégantic.

Au lieu de le ramener à de meilleures idées, la rebuffade qu'il a essuyée, l'a exaspéré et jeté hors des gonds.

L'instinct d'après, en comités des subsides, il revient à la charge, et épate la Chambre avec une motion, de "non confiance" des plus corrales.

La voici intégralement:

Cette chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais désire constater qu'en dépit de la politique préconisée, pendant plusieurs années par les chefs du parti libéral, à l'effet que le nombre de ministres devrait être réduit même jusqu'à 5, et en dépit des déclarations de l'hon. M. Marchand devant cette chambre, le 11 décembre 1895, au sujet des réformes, à introduire dans le personnel administratif, le gouvernement actuel est composé non-seulement de 12 ministres avec portefeuilles, ce qui représente une somme de \$250,000 pour traitements annuels, mais de plus de 3 ministres sans portefeuilles pour les dépenses desquels cette chambre est appelée à voter une somme de \$3,000. (Voir budget pour l'année finissant le 30 juin 1900—état détaillé, page 42) ministres sans portefeuilles, 3 à \$1,000 chaque, \$3,000.

Voyons, franchement, pouvons-nous concevoir une motion plus insignifiante que celle-ci?

Etait-il nécessaire de rédiger une motion et de voter pour constater qu'il y a sept ministres avec portefeuilles et trois sans portefeuilles?

C'est connu de tout le monde, les ministres sont bien visibles aux yeux de tous, et les comptes publics sont là pour constater leurs traitements!

Pourquoi une motion pour "constater"?

Si au moins, la motion exprimait le regret de l'opposition de constater que le nombre des ministres n'a pas été diminué.

Mais elle ne dit rien de tel. Bien plus, elle ne formule aucunement la politique de nos adversaires à cet égard, suivant l'usage parlementaire.

M. Leblanc a débité sur sa motion un discours échevelé qui, en élaguant les digressions et les hors-d'œuvres, se réduisait à ceci: Le gouvernement actuel n'a rien de mieux que ses promesses.

Spencer Wood et le nombre des ministres font surtout le sujet de ses plus violentes diatribes. (Je dois dire ici, que j'ai commis un "lapsus calami" hier, en écrivant que la motion en question concernait Spencer Wood).

L'honorable premier ministre a spirituellement raillé le député de Laval sur son gracieux discours et a relevé les deux principaux reproches que ce dernier a proférés.

Si M. Leblanc avait été sincère, il n'aurait pas parlé de Spencer Wood comme il l'a fait, car il doit savoir qu'à l'avenir le gouvernement n'aura plus à s'occuper de la résidence du lieutenant-gouverneur en dehors du montant fixe qu'il lui votera chaque année pour lui permettre de figurer dignement dans sa haute position.

Le lieutenant-gouverneur peut quitter Spencer Wood et se choisir une résidence ailleurs, s'il le juge à propos, mais la province n'aura plus à payer, comme par le passé, les dépenses exorbitantes, scandaleuses, qui ont illustré le passage de certains lieutenants-gouverneurs à Spencer Wood.

L'accusation au sujet du nombre des ministres n'est pas plus sérieuse. Le député de Laval feint d'ignorer, pour les besoins de la discussion, si le nombre n'en a pas diminué, le montant total de leurs traitements est réduit de plusieurs milliers de dollars, et que, grâce à ce nombre de dix, la besogne n'en est que mieux faite et plus rapidement expédiée.

L'allocation aux ministres sans portefeuilles n'est pas une nouveauté. Le chef de l'opposition avec sa bonhomie habituelle, vient à la rescousse de son lieutenant.

Il parle avec infiniment plus de dignité et de pondération que celui-ci.

On l'écoute avec plaisir. Au moins, il raisonne et argumente.

Mais il lui est impossible de sortir, malgré ses efforts éloquentes, des lieux communs et du rabâchage de l'opposition à la session dernière.

Ce sont toujours les mêmes reproches au gouvernement Marchand d'avoir forcé à ses promesses à l'élection.

Ces reproches, développés avec emphase, sont toujours vagues et, présentés sans laisser même entrevoir la politique de l'opposition.

Ces messieurs de la gauche prétendent que la politique du gouvernement est l'immobilité, mais quelle est donc leur politique?

Pourquoi ne se prononcent-ils en rien?

Nous les détons de prouver qu'ils aient, depuis 1897, formulé un programme politique quelconque.

Le gouvernement a fait des promesses, et il les tient. Voilà pour quoi, sans doute, l'opposition n'a pas de programme à énoncer.

Le gouvernement remplit ses promesses dans l'intérêt public, bien entendu, c'est-à-dire prudemment, en autant que le crédit de la province n'en puisse être affecté, c'est-à-dire en procédant comme des hommes d'affaires.

On a discuté jusqu'à deux heures ce matin, la motion de M. Leblanc. A la gauche, MM. Pelletier, Nantel, Hackett et Bouffard ont résumés les mêmes arguments sous des formes diverses.

Comme je l'ai dit plus haut, M. Nantel s'est distingué tout particulièrement avec M. Leblanc comme co-médiens dans ce débat.

M. le ministre de l'Agriculture a rétabli les faits dans un discours vigoureux et vivement applaudi. Il a déclaré que devant l'expiration du terme du parlement actuel, les promesses du gouvernement actuel auront été remplies à la satisfaction du peuple de cette province.

La motion de M. Leblanc a été rejetée par 44 contre 19.

T. D.

Un événement politique parfaitement prévu, c'est l'annuel qui n'a guère eu d'écho à l'étranger, vient de se produire dans la Confédération helvétique. Par le jeu en quelque sorte mécanique des institutions, l'Assemblée fédérale a désigné le vice-président Edouard Müller comme président de la Confédération pour l'année 1899, en remplacement de M. Ruffy. M. Müller appartient, comme son prédécesseur, au parti radical, qui, aux affaires depuis plusieurs années, et son élection, malgré les idées germaniques dont il passe pour être imbu, ne paraît pas devoir apporter, à elle seule, un changement appréciable dans l'orientation générale du gouvernement suisse.

Né à Drexel le 12 novembre 1848, M. Edouard Müller est fils d'un pasteur protestant qui devint professeur de théologie à Berne. Il étudia le droit à Paris, y prit le grade de docteur en 1872 et devint avocat à Berne en 1874. Elu membre du Conseil national en 1884, il devint en outre président du conseil fédéral en 1888, et membre du Conseil fédéral en 1894. Il était vice-président du Conseil fédéral, lorsqu'il a été appelé à la présidence de la Confédération.

Henry Morgan & Cie

Colonial House

Fondée en 1845 CARRE PHILLIPS Montréal

LES PREPARATIFS POUR LA

Saison du Printemps

se font activement. Dans chaque département on a fait un effort bien déterminé pour mettre devant les yeux du public une importation distinguée pour sa nouveauté, son attrait et son intégrité. Les nouvelles marchandises commencent à arriver et les détails complets seront annoncés en temps opportun.

Corsets pour Dames

Corsets pour Demoiselles

TEMPERATURE

Toronto, 23. — Vent frais à fort du nord. L'ouest, chaud, généralement beau et beau coup plus froid. Vendredi, temps beau et froid.

Aujourd'hui Maximum 41
Minimum 24
Aujourd'hui Minimum 27
Minimum 22

EXEMPLE A IMITER

Pour les législateurs de Québec

Le comité des chemins de fer & Ottawa, a fait subir hier un échec à la Cie des Trains de Montréal, ainsi qu'on le verra un peu plus loin dans une dépêche spéciale.

Cette compagnie, qui croit pouvoir faire la pluie et le beau temps ici, veut empêcher le chemin de Ceinture de passer dans la ville jusqu'à la filature d'Hochebaga, mais ses prétentions ont été jugées exorbitantes, outre.

Les ministres Blair, Mulock, Mills, Joly et Tarte, qui composent le comité, ont fait droit à la demande du chemin de Ceinture et ils ont eu raison.

La Cie des Trains s'imagina qu'elle va pouvoir faire fermer les portes de notre ville à tout autre chemin, mais elle se trompe; et si la Chambre de Québec comprend son devoir, elle ne pourra faire autrement qu'imiter l'exemple qu'on vient de donner à Ottawa.

Ceux qui voient pour le bill des Trains, pour l'extension des pouvoirs de cette Cie, pour l'augmentation de son monopole, auront un compte sévère à rendre, car l'opinion publique à Montréal est très soulevée sur cette question.

SIGNIFICATIF

L'honorable John Costigan a accepté d'assister comme hôte à un banquet que les libéraux donnent à St-Stephens pour célébrer la victoire de samedi au Nouveau-Brunswick.

Il est évident que l'ancien ministre conservateur s'éloigne de plus en plus de ses amis politiques.

DEPENSE INUTILE

Nous avons reçu aujourd'hui, fin de février 1899, un fort volume relié, ayant titre : RAPPORTS ANNUELS, Montréal, 1898.

A quoi peut bien servir la publication de rapports trois ans après l'exercice dont ils rendent compte ? Puisqu'on veut faire des économies, pourquoi ne pas abolir l'impression de ces forts volumes absolument inutiles et que personne ne consulte parce qu'ils arrivent beaucoup trop en retard.

Dans tous les cas, on admettra avec nous que livrer en 1899 des rapports de 1896 constitue une grosse anomalie.

C'EST POUR LE PEUPLE

C'est pour le peuple que nous demandons à la Cie des Trains un service amélioré.

C'est pour le peuple que nous demandons qu'elle remplisse ses obligations.

Et le peuple finira bien par l'emporter, croyez-vous, M. le président.

BILL RETIRE

Nous félicitons M. Chaurat d'avoir eu la sagesse de retirer son bill imposant une taxe sur les bicyclettes, pour le bénéfice de la commission des chemins à barrières.

Cette taxe aurait été vraiment injuste.

M. St George continue à ne rien faire contre la Cie des Trains qui emploie son fils comme inspecteur.

Serait-il à propos de le poursuivre pour le contraindre à accomplir son devoir? Nous le saurons plus tard.

On nous informe que la compagnie de téléphone de St-Hilaire, comté de Bellechasse, se propose, l'été prochain, de prolonger sa ligne à travers les comtés de Lévis et Lotbinière, jusqu'à St-Jean Deschêlles.

LE CHEMIN DE CEINTURE

Ottawa, 23. — Le comité des chemins de fer s'est occupé, hier, d'une demande de la Compagnie de Ceinture (belt line railway) de prolonger sa ligne jusqu'au moulin à coton d'Hochebaga, distance d'environ 1,200 pieds.

La Compagnie du chemin de fer électrique s'est opposée à cette demande. Elle était représentée par M. Brodeur, M.P., et M. Meredith.

Le conseil de ville a consenti à la demande de la Compagnie de Ceinture. La Compagnie des Trains a donc essayé, une fois de plus, d'exercer l'influence de son monopole contre l'intérêt public.

Le comité des chemins de fer, composé des honorables MM. Blair, Mulock, Mills, Joly et Tarte, a décidé de faire droit à la demande de ceinture. Mais, avant d'agir, il a demandé à avoir la preuve officielle que le conseil de ville ne s'occupe pas à la pétition. M. le maire Préfontaine et l'assistant-greffier de la cité, M. Beausot, ont transmis, hier après-midi, au comité des députés lui donnant les explications voulues.

M. COSTE ET LE DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS

Ottawa, 23. — M. Coste a adressé sa démission au ministre des Travaux Publics, elle n'est pas encore parvenue à ce dernier. Il n'y a aucun doute, toutefois, que M. Coste ne tardera pas à donner sa démission, car du moment qu'il entre dans des spéculations lucratives au Yukon, il ne peut convenablement rester à l'emploi du gouvernement.

SON TRAVAIL TERMINE

Le comité spécial de la charte de Montréal présente son rapport

La lutte va recommencer devant la Chambre

(De notre correspondant particulier.)
Québec, 23. Le comité spécial sur la charte de la ville de Montréal a terminé son travail ce matin, après trois heures de délibérations. Il déclare son rapport et après-midi il demande la réimpression du projet de loi.

La clause qui concerne les poursuites en dommages intentées contre la ville de Montréal a été amendée, sur la proposition de M. Gouin, de manière à ce que dans des cas de force majeure, le défaut de donner avis à la ville, dans les huit jours, ne fasse pas perdre le recours en droit du demandeur.

On a adopté de plus une clause générale à l'effet de respecter les droits acquis des compagnies qui ont des franchises, dans les cas d'expropriation.

La clause spéciale concernant l'agrandissement du marché Bonsecours est restée lettre morte. Il y a une clause générale qui permet à la ville de Montréal d'établir des marchés ou un conseil municipal le jugera à propos et d'exproprier en conséquence.

Le projet de loi concernant la succession Alexis Brunet a été "assassiné" par le comité des bills de Montréal. Le comité de la charte de Montréal a adopté les deux projets de loi pour l'agrandissement de la rue Notre-Dame et de la rue St-Catherine, qu'on lui avait refusé.

Il est évident que l'ancien ministre conservateur s'éloigne de plus en plus de ses amis politiques.

DEPENSE INUTILE

Nous avons reçu aujourd'hui, fin de février 1899, un fort volume relié, ayant titre : RAPPORTS ANNUELS, Montréal, 1898.

A quoi peut bien servir la publication de rapports trois ans après l'exercice dont ils rendent compte ? Puisqu'on veut faire des économies, pourquoi ne pas abolir l'impression de ces forts volumes absolument inutiles et que personne ne consulte parce qu'ils arrivent beaucoup trop en retard.

Dans tous les cas, on admettra avec nous que livrer en 1899 des rapports de 1896 constitue une grosse anomalie.

C'EST POUR LE PEUPLE

C'est pour le peuple que nous demandons à la Cie des Trains un service amélioré.

C'est pour le peuple que nous demandons qu'elle remplisse ses obligations.

Et le peuple finira bien par l'emporter, croyez-vous, M. le président.

BILL RETIRE

Nous félicitons M. Chaurat d'avoir eu la sagesse de retirer son bill imposant une taxe sur les bicyclettes, pour le bénéfice de la commission des chemins à barrières.

Cette taxe aurait été vraiment injuste.

M. St George continue à ne rien faire contre la Cie des Trains qui emploie son fils comme inspecteur.

Serait-il à propos de le poursuivre pour le contraindre à accomplir son devoir? Nous le saurons plus tard.

On nous informe que la compagnie de téléphone de St-Hilaire, comté de Bellechasse, se propose, l'été prochain, de prolonger sa ligne à travers les comtés de Lévis et Lotbinière, jusqu'à St-Jean Deschêlles.

LE CHEMIN DE CEINTURE

Ottawa, 23. — Le comité des chemins de fer s'est occupé, hier, d'une demande de la Compagnie de Ceinture (belt line railway) de prolonger sa ligne jusqu'au moulin à coton d'Hochebaga, distance d'environ 1,200 pieds.

La Compagnie du chemin de fer électrique s'est opposée à cette demande. Elle était représentée par M. Brodeur, M.P., et M. Meredith.

Le conseil de ville a consenti à la demande de la Compagnie de Ceinture. La Compagnie des Trains a donc essayé, une fois de plus, d'exercer l'influence de son monopole contre l'intérêt public.

Le comité des chemins de fer, composé des honorables MM. Blair, Mulock, Mills, Joly et Tarte, a décidé de faire droit à la demande de ceinture. Mais, avant d'agir, il a demandé à avoir la preuve officielle que le conseil de ville ne s'occupe pas à la pétition. M. le maire Préfontaine et l'assistant-greffier de la cité, M. Beausot, ont transmis, hier après-midi, au comité des députés lui donnant les explications voulues.

M. COSTE ET LE DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS

Ottawa, 23. — M. Coste a adressé sa démission au ministre des Travaux Publics, elle n'est pas encore parvenue à ce dernier. Il n'y a aucun doute, toutefois, que M. Coste ne tardera pas à donner sa démission, car du moment qu'il entre dans des spéculations lucratives au Yukon, il ne peut convenablement rester à l'emploi du gouvernement.

L'ECOLE

LITTERAIRE

TRIONPHENT

LES BICYCLISTES

L'ENLEVEMENT

DES DECHETS

COMMERCE

LA JOURNEE D'INTER A LA BOURSE

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

L'ECOLE

LITTERAIRE

TRIONPHENT

LES BICYCLISTES

L'ENLEVEMENT

DES DECHETS

COMMERCE

LA JOURNEE D'INTER A LA BOURSE

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

L'ECOLE

LITTERAIRE

TRIONPHENT

LES BICYCLISTES

L'ENLEVEMENT

DES DECHETS

COMMERCE

LA JOURNEE D'INTER A LA BOURSE

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

Une Franchise

Recherche

</